

SB-381-LT-27072020-«La Suisse n'était pas préparée à la bonne crise»

CORONAVIRUS ABONNÉ

Matthias Egger dirige le Fonds national suisse de la recherche scientifique, André Kudelski l'agence Innosuisse. Rencontre avec les deux principaux dirigeants d'organisation de chercheurs en Suisse, que ces derniers travaillent pour le monde académique ou la R&D des entreprises. L'occasion de les faire commenter l'attitude de la Suisse pendant la pandémie



André Kudelski (à gauche) et Matthias Egger (à droite) dirigent respectivement l'agence Innosuisse et le Fonds national suisse de la recherche scientifique. — © Sébastien Agnetti pour Le Temps



Stéphane Benoit-Godet

Publié lundi 27 juillet 2020 à 18:49
Modifié lundi 27 juillet 2020 à 19:02

D'un côté, le patron de la recherche scientifique en Suisse. Matthias Egger dirige non seulement le Fonds national suisse (FNS) mais il a aussi mis en place la task force scientifique qui s'est imposée auprès du Conseil fédéral durant la pandémie. Mi-juillet il a été remplacé à ce poste mais reste actif au sein du groupe de contact. De l'autre, le patron de l'innovation basée sur la recherche au niveau fédéral. Pour la première fois de sa vie, André Kudelski est «employé à temps partiel» par la Confédération. En tant que président d'Innosuisse, il a la haute vue sur le soutien public à la R&D des entreprises. Mais il reste surtout patron de la société familiale avec une présence à Cheseaux, dans le canton de Vaud, et une autre à Phoenix, en Arizona. Nous

avons eu envie de les entendre discuter ensemble avant la pandémie. Après, cela n'en est que plus intéressant. Rendez-vous dans les bureaux du fils de l'inventeur du Nagra.

Lire aussi: [Matthias Egger: «Il faut vraiment rester très vigilant»](#)

Le Temps: La pandémie a fait subir à toutes les entités un stress très violent. Comment vont aujourd'hui les institutions que vous présidez?

André Kudelski: Nous ne sommes qu'au début d'un chamboulement qui risque d'avoir un impact économique et géopolitique majeur ces prochains mois. Avec le Covid-19, nous sommes entrés dans une crise qui, à l'image d'un tunnel, nous fera ressortir ailleurs que là où on est entré. C'est un voyage sans retour et un changement de paradigme, certainement plus profond que ce que l'on a connu durant les crises survenues durant les cinquante dernières années. C'est une période où l'on doit prendre des décisions très rapidement et où les équilibres sont instables et dynamiques.

Matthias Egger: La science en général et le FNS en particulier ont de nouveau réagi très rapidement. Déjà en 2014 avec la crise d’Ebola, nous avons vu qu’il était possible d’accélérer le développement de vaccins: un an seulement jusqu’à l’essai clinique en Guinée en phase 3, une chose pourtant réputée impossible. Désormais, nous avons plus d’incitation à également financer de la recherche qui mène à des solutions rapides, en plus de l’indispensable recherche à long terme.

Lire également: **Simonetta Sommaruga:** «La population attend de sa présidente qu’elle sache rester calme face à une crise»

Cette pression peut-elle être contre-productive?

M. E.: Oui, si elle menace la recherche fondamentale, qui n’est motivée que par la curiosité. En Suisse, nous sommes pourtant protégés car la politique a compris depuis longtemps l’importance de la recherche fondamentale. La comparaison avec l’Autriche est intéressante dans ce contexte. Notre voisin investit beaucoup plus de fonds

publics dans la recherche appliquée que dans la recherche de base, mais la Suisse est néanmoins plus forte en matière d'innovation.

A. K.: La Suisse est une superpuissance académique avec une recherche fondamentale de tout premier plan, couplée à une R&D largement assumée par le secteur privé, ce qui constitue un vrai avantage compétitif.



André Kudelski (à g.) et Matthias Egger, réunis dans les locaux du groupe Kudelski à Cheseaux-sur-Lausanne.

Sébastien Agnetti pour Le Temps

Comment avez-vous réagi au Covid-19?

M. E.: Le 6 mars déjà, nous avons lancé un appel à la recherche sur le nouveau coronavirus et son impact. Nous avons reçu plus de 200 projets et avons pu en financer 36 dans toutes les disciplines, qui ont tous démarré. En outre, en mai, nous avons lancé, au nom du Conseil fédéral, un programme national de recherche sur le Covid-19. Les projets sont très divers, dont beaucoup, bien sûr, concernent l'immunologie ou la virologie. Avec Bridge, qui fait le lien entre nos deux institutions et dont le budget a été porté à 105 millions de francs sur quatre ans, j'espère que ces recherches se traduiront rapidement en applications concrètes.

Lire encore: [Matthias Egger quitte la présidence de la task force Covid-19](#)

Comment fonctionne ce programme?

M. E.: Bridge a deux parties. Comme ce sont souvent les jeunes chercheuses et chercheurs qui prennent des risques et font preuve de la plus grande créativité, avec Proof of Concept nous les soutenons en payant par exemple leur

salaire afin qu'ils puissent développer des produits ou des services novateurs sur la base de leurs propres résultats de recherche. Discovery s'attache aux chercheurs plus expérimentés ayant des idées innovantes et des projets plus larges.

On le voit, la recherche s'est démenée pendant la crise. Le secteur privé ne s'est-il pas montré plutôt décevant?

A. K.: Je ne fais pas cette lecture. Lonza, grâce à sa collaboration avec Moderna Therapeutics, pourrait fabriquer un des premiers vaccins contre le Covid-19. Novartis n'est pas spécialisé aujourd'hui dans les vaccins, alors que Roche est devenu un acteur très actif dans les diagnostics et notamment celui pour dépister le Covid-19.

M. E.: Novartis a vendu son portefeuille de vaccins à Glaxo en 2014. Ils ont mis le focus sur l'oncologie, les maladies cardiovasculaires et d'autres maladies chroniques. En général, les maladies infectieuses ont perdu l'intérêt de la pharma, à l'exception de quelques acteurs comme Sanofi, Merck et Glaxo.

A. K.: Vu les énormes investissements nécessaires, la pharma s'est effectivement orientée vers des secteurs plus prévisibles.



La crise du coronavirus a, aux yeux de Matthias Egger, permis de mettre en lumière le rôle de la recherche fondamentale.

Sébastien Agnetti pour Le Temps

Pour une question de rentabilité?

M. E.: Il est vrai que les marges sur les vaccins ne sont pas très élevées, il vaut mieux développer un médicament sur le cancer à destination des pays riches. Reste que lorsque j'étais étudiant, on disait que les maladies infectieuses n'avaient pas d'avenir. Nous pensions pouvoir toutes les

éradiquer! Mais SARS, MERS, Ebola et maintenant Covid-19 nous montrent que non seulement les épidémies sont toujours là mais qu'elles surviennent de plus en plus fréquemment.

A. K.: Nous avons en effet tendance à avoir «la mémoire courte». Le Covid-19 ne doit pas nous faire oublier que les maladies avec des souches microbiennes restent aussi d'actualité et pourraient potentiellement être à l'origine d'une pandémie future. Avant l'apparition des antibiotiques, les microbes galopèrent et représentaient une cause de décès importante au niveau mondial.

M. E.: Remarquez que Roche reste un leader dans les tests de diagnostic, ils ont développé des plateformes spécifiques pour le nouveau virus, SARS-CoV-2. Les pays disposant d'une grande capacité pour les tests PCR ont un avantage en cas de pandémie, car ils peuvent élargir rapidement les tests. Mais selon le patron de Roche, Severin Schwan, la Suisse ne se situe pas au top du classement, plutôt au milieu.

Le FNS a semblé plus efficace qu'Innosuisse dans la crise, d'accord avec cela?

A. K.: Les deux institutions sont parfaitement complémentaires, avec des missions et des fonctionnements différents. Innosuisse finance des projets qui sont le fruit d'une collaboration entre des entreprises et le secteur académique, alors que le FNS finance en priorité les projets purement académiques et donc bien armés pour répondre aux besoins urgents dans la recherche. Il est donc logique que les projets Innosuisse – de par leur nature même – prennent plus de temps à être mis sur pied et à devenir visibles.

M. E.: Nous aimerions collaborer pour rendre le travail des deux parties plus visible. Pour nous, c'est plus facile: nous découvrons des choses extraordinaires et nous décrochons des Prix Nobel, mais le travail d'Innosuisse s'avère tout aussi important.

A. K.: On ne mesure en effet pas le succès de la même façon. Nous allons publier cette année un sondage inédit réalisé par le KOF de l'EPFZ dont les résultats préliminaires montrent que les entreprises soutenues par Innosuisse sont statistiquement plus performantes et plus internationalisées.

M. E.: A long terme, l'économie doit être forte pour que l'Etat puisse financer un FNS qui peut faire des découvertes qui – dans dix ou vingt ans – permettront non seulement de faire avancer la science mais aussi de créer des jobs.



Pour André Kudelski, nous vivons «un changement de paradigme», certainement le plus profond depuis ces cinquante dernières années.

Sébastien Agnetti pour Le Temps

La Suisse a-t-elle bien géré la crise?

A. K.: Il fallait ne pas faire d'erreurs dans un système fédéral très complexe, où il faut aligner un grand nombre de gens pour trouver une solution. En comparaison internationale, c'est bien réussi. Par contre, ce qu'il faut

améliorer, c'est la digitalisation. Nous vivons un bouleversement technologique profond. Tous les acteurs n'ont pas encore réalisé qu'il ne s'agit pas simplement de convertir une activité analogique en numérique, mais que c'est la manière de voir les choses qu'il faut changer, en «pensant digital».

M. E.: Je suis d'accord. Nous devons mettre en place un système de surveillance des maladies infectieuses de pointe qui intègre les informations cliniques et biologiques en temps réel. Et un système numérisé et efficace pour le traçage des contacts. Le même dans tous les cantons. Dans la recherche clinique, nous devrions pouvoir recruter rapidement les gens dans une étude et obtenir leur consentement par voie digitale, ce qui n'est pas encore possible. Le dossier électronique de la santé se fait attendre.

A. K.: Le concept n'est d'ailleurs pas nouveau. A la fin des années 1990, une joint-venture entre Galenica et le groupe Kudelski avait conçu un concept de dossier électronique des patients hautement sécurisé, projet qui n'a jamais décollé, par manque d'intérêt du marché de la santé. Il manque parfois en Suisse le sentiment d'urgence. Nous

nous en sortons toujours en faisant bien les choses. Mais parfois le tempo s'accélère. C'est le cas actuellement.

Sentiment partagé, M. Egger?

M. E.: Absolument. En outre, les autorités n'ont pas suffisamment impliqué la science. Dans cette crise, nous avons dû nous imposer lors d'une réunion le 18 mars avec le conseiller fédéral Alain Berset. C'était tard dans la crise. Nous devons mettre en place des mécanismes permettant d'impliquer plus rapidement nos ressources scientifiques. Je me suis exprimé fin juin parce que nous avons rouvert les frontières mais sans concept derrière. Comment allons-nous gérer les voyageurs? J'ai toujours pensé que l'une des caractéristiques de la Suisse était d'être bien préparée. J'ai appris que ce n'était pas toujours le cas.

A. K.: Je ne suis pas tout à fait d'accord. Nous étions prêts, mais pour un autre type de crise. C'est la caractéristique de ce genre de situations, qui par définition sont imprévisibles. Il faut savoir s'adapter à l'imprévu et là, la Suisse a su être plus pragmatique et plus efficace que les autres.

Comment convaincre la population d'utiliser l'application SwissCovid? L'administration a-t-elle fait des erreurs dans ce dossier?

M. E.: Oui, il y avait une certaine ambivalence. Ce n'était pas vraiment un modèle de «prêcher par exemple». Mais nous, les scientifiques, n'avons pas été bons non plus quand il a fallu rassurer sur la question de la protection des données.

A. K.: Qu'elle soit justifiée ou non, une grande partie de la population fait preuve de méfiance à l'égard des grandes plateformes qui stockent des données. La Confédération doit donc redoubler d'efforts pour démontrer non seulement l'utilité de l'application, mais également rappeler sa fiabilité.

Allons-nous connaître une pause dans notre mode de développement?

A. K.: Un des éléments clés, c'est la globalisation. Plus un pays est petit, plus sa part liée à l'international est importante en pourcentage. Lors du confinement, on s'est rendu compte qu'une grande partie de l'impact économique

négalif venait de l'international, dans la mesure où l'on ne le maîtrise pas. Dans ce contexte, et ce malgré les restrictions, la plupart de nos entreprises ont continué à fonctionner, ce qui démontre un remarquable pouvoir d'adaptation, provenant notamment d'infrastructures de qualité. Dans ce contexte, l'exemple de l'Australie, même s'il ne s'agit pas d'un petit pays, est particulièrement intéressant. Si elle a connu peu de cas, l'impact de l'épidémie a été important sur son économie du fait de sa forte dépendance des marchés étrangers et en particulier pour les matières premières. Plus on bénéficie de la mondialisation comme petit Etat, plus on est fragile lors d'une crise globale.

M. E.: Malheureusement, il y a maintenant plus de cas en Australie. Mais la même chose est vraie pour la recherche de pointe, impossible sans collaboration internationale. Par exemple, il est crucial que la Suisse maintienne son excellente position dans les programmes de recherche européens.



Les deux hommes estiment que la Suisse doit renforcer davantage la digitalisation de ses moyens de surveillance des maladies infectieuses.

Il est plus facile d'être entendue pour la recherche appliquée?

M. E.: Je pense que dans cette crise la recherche fondamentale a gagné en visibilité. Si un nouveau virus arrive, tout le monde a compris que nous avons des scientifiques capables en Suisse pour mieux le comprendre. Des virologues de l'Université de Berne ont cloné le nouveau coronavirus, ce qui permet à des groupes de recherche du monde entier de travailler à la découverte de médicaments antiviraux et de vaccins.

Peut-on trouver rapidement un vaccin?

M. E.: Nous avons besoin d'un vaccin, sinon notre organisation sanitaire et sociale et certains secteurs de l'économie en pâtiront à long terme. Ce nouveau coronavirus a toutes les caractéristiques du virus parfait, ce qui nous met sous forte pression. Je me souviens qu'au début de la lutte contre le sida le secrétaire américain à la santé espérait un vaccin d'ici à deux ans et il n'en existe toujours pas aujourd'hui. Au moins avec le VIH, sa propagation est relativement facile à prévenir.

A. K.: Le propre des virus est qu'ils ont toutes les libertés, ne sont pas réglementés et font ce qu'ils veulent pour se développer, ce qui rend la lutte particulièrement difficile. Trouver un vaccin contre une «souche donnée» est une chose, mais mesurer les effets directs et secondaires prendra malheureusement du temps, sachant que nous avons affaire à une cible mobile.